



LOIC SÈCHÈRESSE

EN DÉBAT

Stéphane Audoin-Rouzeau

« Le futur est devenu une terre inconnue »



H. TRIVAY / ILLUSTRATION



Déconfinement, sortie de crise... Alors que *La Croix* propose de réfléchir pendant trois semaines au « monde d'après », l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau, président du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne (Somme) rappelle que les grandes crises « se prolongent bien au-delà de l'événement lui-même ».

À la fin d'une guerre ou d'une crise, un temps de reconstruction s'ouvre. Que pouvons-nous espérer après cette pandémie ?

Vous faites sans doute référence au vaste système de sécurité collective (au sens large) qui s'est bâti, efficacement d'ailleurs, après la Seconde Guerre mondiale : les Nations Unies, bien sûr, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en 1948, la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1951, puis la construction européenne elle-même... Il me paraît particulièrement important dans le contexte où nous sommes de rappeler que ces constructions ne sont qu'à première vue les fruits de la Seconde Guerre mondiale : elles procèdent en fait de la Première. C'est bien la Grande Guerre qui a fait naître une aspiration à la sécurité collective, dès les années 1920. Il a fallu un autre conflit pour qu'elle se concrétise durablement. Une guerre, tout comme une crise telle

que celle que nous vivons, peut donc déboucher sur des réalisations positives. Ainsi, il n'est pas absurde de penser que l'épidémie de Covid-19 puisse entraîner une prise de conscience environnementale tant elle rejoint, au moins symboliquement, cette grande inquiétude de nos sociétés, en fait assez récente et de type presque eschatologique, touchant à l'avenir même de l'espèce humaine. Mais penser que nous en sommes déjà au point de toucher les dividendes d'une crise comme celle-ci, c'est se tromper lourdement. C'est confondre le court et le long terme. Ce qui est à l'ordre du jour, après la crise sanitaire, est évidemment la crise économique, sociale et sans doute aussi politique, et même morale.

On peut tout de même imaginer que la crise fixe assez vite de nouvelles priorités politiques, l'hôpital public par exemple...

On peut l'espérer. Les personnels hospitaliers sont les héros de cette crise, comme les poilus ont été ceux de la Grande Guerre. Ainsi n'avons-nous pas mis longtemps à reconnaître le sacrifice des soignants – sacrifice au sens original, de ce « qui rend sacré ». Leurs pertes nous bouleversent, et à juste titre. Mais cela se prolongera-t-il au-delà de la crise sanitaire ? Il y a peu de chances, je le crains. Le propre des affects des temps de guerre, c'est qu'ils résistent mal aux après-guerres. Nos applaudissements du soir sont à relier au « *ils ont des droits sur nous* » du président Macron, qui a repris textuellement la formule de Georges Clemenceau en novembre 1917 : le nouveau président du Conseil prononce son discours d'investiture face à l'Assemblée nationale et déclare : « *Ces Français que nous fûmes contraints de jeter dans la bataille, ils ont des droits sur nous.* » L'émotion est considérable sur tous les bancs. Sur le moment, qui pourrait se dire en désaccord ? Mais dès le début des années 1920, les choses sont moins faciles. Les anciens combattants ont dû lutter pour ces droits, qui n'ont jamais été une évidence.

Ce que vous voulez dire, c'est que notre sollicitude actuelle envers les soignants n'assurera pas à elle seule l'avenir de l'hôpital public ?

C'est cela. L'idée commune, en 1917 comme aujourd'hui, c'est que les choses vont aller de soi. Comme si un avenir favorable pouvait se réaliser de lui-même, par une soudaine rencontre de toutes les bonnes volontés endormies, enfin réveillées par la crise... Cet optimisme ne prend pas en compte

une donnée essentielle, mais pour l'instant inconnue : quel sera, demain, le degré de conflictualité au sein nos sociétés ? Elles n'étaient pas particulièrement apaisées avant l'arrivée de cette crise, dont on peut difficilement attendre une homogénéisation pacificatrice. L'union sacrée elle-même – encore une expression de la Grande Guerre, de Poincaré celle-là, prononcée le 4 août 1914 – fut effective au départ mais elle est d'ores et déjà à terre. Oui, comment exclure, demain, des crises sociales et politiques très graves dans les démocraties occidentales, et en France tout particulièrement ?

C'est extrêmement pessimiste...

C'est vrai. Je suis un pessimiste en général. Mon travail, depuis quarante ans, consiste à regarder le tragique des sociétés. Et je ne crois pas à la thèse du « procès de civilisation », au sens de « processus », défendue avec tant de talent par le sociologue allemand Norbert Elias à la veille du second conflit mondial, et qui postulait que toutes les formes de brutalité et de violence sociale dans les sociétés européennes suivaient une courbe séculaire d'abaissement depuis le début de l'âge moderne. Il me semble au contraire que cette tendance n'est qu'apparente, que la violence menace toujours. Ce que je pense avoir observé en travaillant sur la Grande Guerre ou sur d'autres grands conflits du passé, j'ai aujourd'hui l'impression de le reconnaître, d'être rattrapé par une forme de tragique de la vie sociale auquel ma génération, celle de la fin du baby-boom en somme, pensait avoir échappé pour toujours.

« Comment
exclure,
demain,
des crises
sociales
et politiques
très graves,
en France
en particulier ? »

Toutefois, je suis bien conscient qu'il faut donner leur juste proportion aux choses : nous sommes entrés effectivement dans ce que j'appelle un « temps » de guerre – je parle d'un temps vécu, expérimenté par chacun d'entre nous – mais non dans une guerre proprement dite, contrairement au diagnostic présidentiel (*lors de sa première allocution, Emmanuel Macron avait répété* : « Nous sommes en guerre » à six reprises NDLR). La distance entre ce que nous vivons aujourd'hui et l'expérience de la guerre de 1914-1918 est incommensurable. La mort est bien présente, mais ce n'est pas une mort de jeunes gens de 20 ans, ce n'est pas une mort violente, une mort au combat. Pour autant, si nous sommes si frappés par les pertes quotidiennes qu'enregistrent actuellement nos sociétés, c'est qu'à la différence des contemporains du début du XX^e siècle, plus rien nous ne nous prépare à la mort de masse. Nos seuils de sensibilité ne sont plus du tout les mêmes.

En quoi avez-vous l'impression de reconnaître le tragique de la Première Guerre mondiale ?

Je vous l'ai dit, la crise du Covid-19 est pour moi une expérience du temps. C'est d'emblée ce qui m'a intéressé, en tant que chercheur, et ce qui m'a saisi, en tant que citoyen français. Depuis la fin du XIX^e siècle, les sciences sociales ont cessé de considérer le temps comme une simple donnée extérieure aux acteurs sociaux, une sorte de rivière qui s'écoulerait d'elle-même. En fait, le temps ne fait pas que passer : historiens, sociologues, psychologues et philosophes ont commencé à le penser comme une variable subjective. Et la Grande Guerre a été sur cette question un extraordinaire terrain d'expérimentation. De nombreux contemporains du premier conflit mondial se sont demandé : « *Mais que se passe-t-il avec le temps ? Il s'est accéléré tout d'abord, densifié à l'extrême lors des débuts du conflit, puis il semble comme aboli par ces journées, ces semaines, ces mois interminables...* » Entre les débuts du confinement et le moment actuel, j'ai eu l'impression de retrouver quelque chose de cette temporalité guerrière. C'est ce qui s'appelle être rattrapé par ses sujets !

Est-ce le temps qui se modifie ou plus simplement l'imprévu qui arrive ? Qui aurait pu imaginer 3,9 milliards de personnes confinées...

Ce que nous vivons aujourd'hui me semble être un retour de l'événement – et quel événement ! Il fait exploser nos cadres de référence, l'ordinaire de nos vies, nos projets personnels, professionnels... En cela aussi, la ressemblance avec la guerre est forte. Et le propre de l'événement, c'est justement de faire irruption. Henri Bergson (1) a dit en 1932 la manière dont s'était faite, pour lui, l'entrée dans la Grande Guerre : vous êtes dans une pièce, quelqu'un entre et s'installe. Il était comme précédé d'une ombre, mais c'est maintenant une personne en chair et en os qui est là. Cette personne, c'est le temps de la guerre. Elle était attendue, comme l'étaient dans une certaine mesure le premier conflit mondial avant 1914 et une grande pandémie depuis les années 2000, mais pas de cette manière-là. D'où le sentiment initial d'irréalité : « *Ce n'est pas possible* », « *Qu'est-ce qui nous arrive ?* », « *C'est de la science-fiction* », « *Un cauchemar* »... Les contemporains de la guerre de 1914 ont vécu intensément cette sorte de dissonance cognitive. Ils ont eu l'impression de vivre une réalité nouvelle, et il leur a fallu du temps pour l'intérioriser. Je trouve très impressionnant de vivre à mon tour quelque chose

d'approchant, mais d'approchant seulement, je le répète. De vivre, en quelques jours, cette accélération du temps. Cette installation d'un climat étrange, qui se modifie très vite. On sait que des décisions très importantes vont être prises. Et tout le monde attend.

Que se passe-t-il après ?

Après, s'installe une sorte de stase. Les jours se ressemblent, on en perd d'ailleurs le compte, d'où le fait que le temps « passe vite », alors que paradoxalement certaines journées semblent interminables. Le temps d'autrefois apparaît comme très lointain. Ce qui caractérise cette séquence dans laquelle nous sommes plongés depuis plusieurs semaines, c'est que le futur semble bouché, et même de plus en plus bouché. Combien de temps prendra le retour à la normale, la fin de la pandémie, du confinement – dans d'autres contextes : de la guerre ? de l'Occupation ?

Personne ne le sait. On le sait même de moins en moins, et les délais ne cessent de s'allonger. Le futur est devenu une terre inconnue. Et cette obstruction a un effet étrange sur le présent : par une boucle de rétroaction qu'a très bien identifiée l'historien François Hartog, elle le fait disparaître. C'est l'une des caractéristiques de la temporalité dans laquelle nous sommes. L'avenir semble détruit, et de ce fait le présent a comme disparu. Nous restons là, immobiles, comme suspendus dans le temps. C'est ce qui est très

difficile à vivre. Nous souffrons autant, je crois, de la crise sanitaire et de ses effets directs, bien visibles hélas, que de cette crise du temps, largement invisible, elle.

Vous dites que le futur est détruit, pourtant on en parle beaucoup. Les tribunes imaginant le « monde d'après » foisonnent.

Certes, on parlait déjà beaucoup du futur pendant la guerre de 1914, comme pendant la Seconde Guerre mondiale d'ailleurs, en essayant de l'imaginer à travers différents scénarios autour desquels, comme aujourd'hui, les débats étaient vifs. Lorsque je parle de l'avenir détruit, il ne faut pas imaginer un écran noir, mais plutôt un horizon à la fois saturé d'attentes, mais dépourvu de toute certitude solide. Rien ne répond à la question essentielle : quand précisément cet avenir, quel qu'il soit, va-t-il advenir ? Quand sortira-t-on de ce présent interminable ? Aucun discours sur l'avenir ne peut répondre à cette question initiale dont tout le reste dépend.

« Nous souffrons autant de la crise sanitaire, bien visible hélas, que d'une crise du temps, largement invisible, elle. »

Comment se fait la sortie du temps de guerre ou de crise ?

C'est une question difficile. La première chose que l'on peut dire, c'est que les Français contemporains de la Grande Guerre espéraient que la parenthèse allait se refermer et que l'on reviendrait au « temps d'avant », puisque l'on était vainqueurs. C'est aussi, en quelque sorte, notre espoir aujourd'hui. Emmanuel Macron a ainsi déclaré lors de son troisième discours, le 13 avril : « nous retrouverons les jours heureux, j'en ai la conviction », reprenant le titre du programme du Conseil national de la Résistance de mars 1944. Une rhétorique de temps de guerre typique. L'idée sous-jacente est que la crise constitue une parenthèse et que, même si nous ne savons ni quand ni comment, nous la refermerons. Mais l'histoire des grandes crises – et qui peut douter aujourd'hui que celle-ci en soit une ? – montre que ces parenthèses-là ne se referment jamais.

La crise prendra tout de même fin...

Certes, mais on ne doit pas oublier que les acteurs sociaux restent durablement marqués par de telles expériences. En ce sens, les grandes crises se prolongent bien au-delà de l'événement en lui-même. D'ailleurs, je vous pose la question : sommes-nous réellement sortis de la Première Guerre mondiale ? Si c'était le cas, pourquoi avons-nous eu besoin d'en commémorer le Centenaire durant quatre années ? Et pourquoi avons-nous besoin d'y faire référence lors d'une crise comme celle-là ? C'est peut-être difficile à concevoir, mais je crois que la sortie complète d'un événement comme 1914-1918 ne s'est jamais faite complètement. De la même manière, je peux me tromper, mais je crains qu'il n'y ait pas, à court terme, de sortie complète du temps que nous vivons aujourd'hui. Chacun en convient : nous ne reverrons jamais le temps d'avant.

Pensez-vous que nous vivrons une rupture importante après cette crise ?

Je n'ai évidemment pas le recul suffisant pour le dire, mais comme vous l'avez compris je ne voudrais pas relativiser l'événement que nous sommes en train de vivre. Cette crise nous rappelle tout de même, et avec une grande sévérité, que notre humanité repose sur un « socle biologique » fondamental, l'expression est de Françoise Héritier. Nous sommes avant tout des mammifères appartenant au monde animal – sensibles aux maladies,

comme on peut le voir... –, dont les besoins primaires sont l'alimentation, l'accès à l'eau, la protection durant notre sommeil – c'est l'utilité première de nos maisons. La crise, comme la guerre, a eu pour effet de simplifier dramatiquement les enjeux. Les chaînes de production et de distribution ont tenu depuis le début de l'épidémie, il faut le souligner, mais on se souvient début mars de la ruée dans les supermarchés. Et certaines questions sont redevenues fondamentales : va-t-on rester en vie ? Va-t-on pouvoir se ravitailler ou non ? Ces interrogations semblaient tellement loin de nous il y a deux mois, n'est-ce pas ? Elles se sont pourtant rappelées à nous de façon cruelle... Et j'ai du mal à imaginer que ceci soit aisément oublié demain.

« On espère
revenir au
"temps d'avant".
Mais l'histoire
des grandes
crises montre
que ces
parenthèses-là
ne se referment
jamais. »

Vous laissez, dans votre travail comme dans cette conversation, une grande place à votre expérience. Est-ce compatible avec la démarche de l'historien ?

Il y a quelques semaines, une personne de ma famille est morte du Covid-19 dans un Ehpad. Cela m'a aidé à prendre conscience qu'il se jouait quelque chose de très troublant dans ce que nous traversons collectivement, dans le domaine de la mort. C'est alors que j'ai pris pleinement conscience qu'au début de cette crise, on avait interdit l'accompagnement des mourants à leurs proches, sans que cela déclenche le tonnerre de réactions que l'on aurait pu attendre. Moi-même, je n'ai d'abord pas réagi. Il y a bien sûr un arrière-plan qui le

permettait : ce déni croissant de la mort que l'on observe au sein de nos sociétés depuis la seconde moitié du XX^e siècle, et qui est aussi un déni du deuil : plus personne ne songerait à porter aujourd'hui une cravate noire pour signifier qu'il a perdu un parent. Plus personne n'enverrait ce faire-part de décès au liseré noir qui était d'usage dans mon enfance, dans les années 1960. Extérioriser le deuil, signifier que l'on souffre de la mort d'un proche n'est plus acceptable socialement. Et cela va sans doute de pair avec la relégation des personnes âgées qui meurent désormais rarement chez elles. Cette double invisibilisation de la mort et des vieux a sans doute préparé cette forme de rupture que l'on a vécue au début de la crise. Je crois qu'il s'est vraiment passé là quelque chose d'inouï, au sens propre du terme, c'est-à-dire d'absolument neuf. ●

Recueilli par Mikael Corre

(1) *Les Deux Sources de la morale et de la religion*, PUF, 744 p., 15 €.